

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgny, le 23/04/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

publié sur 
MALICHAUD ATLANTIQUE SA
ZI des Soeurs Est - Rue Pennevert
17300 Rochefort

Références : 0007204172/CH-M/2026/273

Code AIOT : 0007204172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement MALICHAUD ATLANTIQUE SA implanté ZI des Soeurs Est - Rue Pennevert 17300 Rochefort.

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALICHAUD ATLANTIQUE SA
- ZI des Soeurs Est - Rue Pennevert 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204172 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Malichaud Atlantique emploie environ 250 salariés. Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication d'aubes de turbines et de compresseurs dans les secteurs de l'aéronautique et de la turbine industrielle.

L'activité est revenue au niveau d'avant COVID (forte baisse en 2020, - 30%).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2020, la société Malichaud Atlantique est autorisée à exploiter une installation soumise à la rubrique 2921. Le site dispose d'une TAR d'une puissance totale de 300 kW, installée en 2004.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection : AR - 3 | REACH

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


Dans l'ensemble, la gestion des produits chimiques est bien maîtrisée sur le site. Une action corrective reste toutefois à mettre en œuvre sur le suivi de l'état des stocks.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	
Thème(s) : Produits chimiques Mise à disposition des FDS	
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.	
Constats : L'exploitant dispose d'un tableur centralisé regroupant l'ensemble des FDS des produits stockés sur site. Sur environ 150 produits stockés sur site, 13 FDS disposent d'une date de mise à jour antérieure à 2020. Sur ces 13 FDS, 8 concernent des produits chimiques qui ne sont plus produits par le fournisseur mais toujours en stock chez l'exploitant, 5 concernent des produits pour lesquels une FDS n'est plus nécessaire. Pour ces derniers, l'inspection a pu vérifier par sondage qu'il s'agissait effectivement de produits pour lesquels une FDS n'est plus obligatoire. Les FDS sont tenues à la disposition des travailleurs via n'importe quel poste du site.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	


N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	
Thème(s) :	Produits chimiques Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;	
Constats : L'inspection a choisi au hasard 3 produits chimiques : un produit de nettoyage (turco), un produit de traitement de surface (acide nitrique) et un produit de laboratoire (chlorure de cuivre). Elles sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2024, 2024 et en 2023. Chaque agent dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI). Des EPI sont également disponibles à proximité des zones de stockage et d'utilisation si nécessaire. Les extincteurs présents à proximité des lieux d'utilisation et de stockage sont compatibles avec les produits sus-mentionnés.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Sans objet


N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
Thème(s) : Risques chroniques Rétention	
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	
Constats : Pour les produits examinés, l'inspection a pu vérifier le stockage sur rétention conforme tant dans les zones de mises en œuvre qu'au niveau des stockages.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II		
Thème(s) : Risques chroniques Rétention		
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.		
Constats : Dans l'ensemble, au sein des zones de stockage et au jour de l'inspection, chaque type de produit possédait sa propre rétention. Il en était de même dans les différentes zones de mises en œuvre des produits que l'inspection a contrôlé par sondage. Les consignes de sécurité et les grilles d'incompatibilité y sont également affichées. Toutefois, l'inspection a noté une possible incompatibilité entre deux produits de petit format (5 à 10L en fonction des produits), inflammable et corrosif.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant s'assure de la compatibilité de ses produits ou non et, le cas échéant, met en œuvre les actions correctives nécessaires. Les consignes de sécurité et de stockage sont mises à jour en conséquence sous le même délai.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :		1 Mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49		
Thème(s) : Risques accidentels Etat des stocks		
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.		
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un état des matières stockés par produit.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant met en place les outils nécessaires permettant de connaître précisément l'état des stocks des matières stockées sur le site.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		